

En quelques Clics

Bulletin de veille documentaire

n° 166, 8 octobre 2015

Pour accéder aux documents, cliquer sur @

Au fil de la semaine...

Cohésion sociale

• Ma cité a craqué. Dix ans après les révoltes urbaines de 2005.

M.-H. Bacqué ; R. Epstein ; D. Fassin ; S. Ouardi et al. *Mouvements (La Découverte)*, n° 82, 3e trimestre 2015. 180 p.

Extrait de l'éditorial des auteurs : "Trois partis pris structurent ce dossier visant à saisir, avec dix ans de recul, les effets politiques de la révolte. Tout d'abord, il nous a paru nécessaire d'aborder ces effets de manière large, en les considérant tout à la fois sous l'angle du politique (structures et dynamique du système institutionnel), de la politique (compétition pour le pouvoir) et des politiques publiques. Ensuite, nous avons choisi de multiplier et de croiser les regards, en ouvrant nos pages à des militants, des élus, des journalistes, des écrivains et des chercheurs. Enfin, pour se décaler d'un débat bloqué et tenter d'ouvrir des perspectives, nous avons souhaité sortir du cadre hexagonal, pour considérer les États-Unis et la Grande-Bretagne. Ces deux pays qui ont connu des vagues révoltes comparables dans la période récente, fournissent en effet des contrepoints utiles dans lesquels on peut regarder la France en miroir."

• Le multiculturalisme comme réalité et comme politique.

L. Bouvet ; J-P. Chevènement ; A. Renaut et al. *Le Débat*, n° 186, 4^{ème} trimestre 2015. 192 p.

Parmi les articles au sommaire de ce numéro: "Aux origines du multiculturalisme américain"; "Multi- et interculturalisme"; "Quelle culture pour les sociétés multiculturelles?"; "Le multiculturalisme comme religion politique"; "Débattre du pluralisme culturel en France"; "L'école en France devant la société ethnique".

• La citoyenneté chez les collégiens des quartiers prioritaires.

Afev ; Cabinet Trajectoires-Reflex. Septembre 2015. 15 p. @

Après les attentats de janvier 2015, les thématiques de citoyenneté, de laïcité, de liberté d'expression ont été mises au premier plan, non seulement au sein de l'Ecole, mais aussi de la société. Cette enquête, réalisée en mai-juin 2015 auprès de 653 collégiens scolarisés dans des quartiers prioritaires, a permis de questionner les collégiens sur leur ressenti par rapport aux attentats, et sur leur perception de ce que sont la citoyenneté et la laïcité.

Développement durable

• Comment répartir le budget carbone à la COP 21 ?

Éloi Laurent. *Working paper OFCE*, n° 2015/20, sept. 2015. 20 p. @

Cet article passe en revue différents critères d'équité pour mesurer les émissions de CO2 des principaux pays responsables du changement climatique en vue de répartir justement le budget carbone lors de la prochaine négociation de Paris (COP 21). Il montre notamment qu'il est possible de bâtir un critère hybride de justice climatique relativement simple tenant compte des émissions de consommation, de la responsabilité historique, du niveau de la population et du niveau de développement.

Lire en complément l'article d'Eloi Laurent : [La justice climatique, sésame de la COP21](#). (Blog de l'OFCE, 29 septembre 2015) @

Dossier Culture et patrimoine en milieu rural

Pour, n° 226, 2015. 122 p.

Territoires isolés et éloignés des centres urbains, les espaces ruraux n'auraient qu'un faible accès à la culture, et ne tireraient leurs ressources que de leur patrimoine...

Ce numéro témoigne de situations inverses : le milieu rural peut se révéler un espace porteur d'initiatives fortes autour d'une culture et d'un patrimoine vivants.

• Négociations climat 2015 : accélérer ou freiner la transition énergétique ?

Institut Jacques Delors ; T. Pellerin-Carlin ; J-A. Vinois. *Policy paper*, n° 162, septembre 2015. 12 p. @

Selon les auteurs, l'UE devrait concentrer ses efforts sur trois éléments permettant de faire de la COP21 une étape utile pour l'adaptation au dérèglement climatique : tout d'abord, avancer vers la création d'un prix mondial du carbone pour accélérer la transition énergétique et financer le Fonds Vert, mais également aborder la question de la production d'électricité à base de charbon, et enfin inclure les entreprises et la société civile dans l'atténuation et l'adaptation au changement climatique.

Développement économique

• La Silver économie : un nouveau modèle économique en plein essor.

Numa Rengot. *Géoéconomie*, n° 76, 2015/4. pp. 43-54.

Le vieillissement de la population va impacter tous les secteurs de l'économie et notamment les loisirs, le transport, l'alimentation, la sécurité, la santé... Cette nouvelle économie apparaît comme particulièrement prometteuse. Déjà, en 2013, le marché global de la Silver Economie représentait 92 milliards d'euros et dépassera les 130 milliards en 2020.

• Le patrimoine au XXI^e siècle. Piketty face à ses critiques.

Guillaume Allegre ; Xavier Timbeau. *La Vie des idées*, 25 septembre 2015. 12 p. @

Le livre de T. Piketty « Le capital du XXI^e siècle » a donné lieu à une floraison de commentaires, élogieux ou plus critiques. La recension des principaux arguments invite à considérer le patrimoine et non le capital comme le véritable objet de cet ouvrage.

• Rapport relatif la Banque publique d'investissement Bpifrance.

Assemblée nationale ; L. Granguillaume ; V. Louwagie. *Rapport d'information*, septembre 2015. 174 p. @

Dans ce rapport, les auteurs ont établi un premier bilan de la valeur ajoutée de la BPI par rapport à l'ancien dispositif public d'aide aux entreprises. Ils ont également analysé son action, son cadre et ses limites, notamment au regard des règles européennes mais aussi de sa propre doctrine.

Développement territorial

• Entrepreneuriat, territoire et industrialisation : une intermédiation singulière.

Gilles Crague. *Revue d'économie régionale & urbaine*, 3^{ème} trimestre 2015. pp. 481-499.

Certains grands groupes industriels français ont organisé en leur sein une action volontaire et pérenne qui vise à aider des projets entrepreneuriaux localisés dans leurs territoires d'implantation. Le grand groupe industrialisateur constitue alors un intermédiaire dans l'entrepreneuriat local. Il qualifie et évalue les projets d'entreprise locaux sélectionnés. Les interactions qui s'établissent à cette

occasion (entre grand groupe et porteur de projet d'entreprise) contribuent à construire une relation que le porteur de projet pourra alors valoriser auprès des financeurs traditionnels.

Evaluation

• **Pauvreté et vieillissement. Le choix complexe des critères d'évaluation.**

CNAV (Statistiques, recherches et prospective).
Retraite et Société, n° 70 ; octobre 2015. 150 p.

Ce document présente les résultats originaux de recherches qui concernent la question de la précarité et de la pauvreté des personnes âgées, afin d'appréhender les enjeux pour les sociétés contemporaines. Les auteurs insistent sur le fait qu'il n'existe pas d'approche universelle, que la fiabilité des indicateurs doit sans cesse être remise en question au gré des évolutions sociétales, au fil des réformes économiques ou politiques.

Finances locales

• **Quelles conséquences de la baisse des dotations de l'Etat ?**

Fondation pour la recherche sur les administrations et politiques publiques de l'Etat (Ifrap) ; S-F. Servièrre.
Septembre 2015. 14 p. @

La baisse des dotations représente un effort de 3,67 milliards d'euros par an en moyenne dans le cadre de l'affichage du programme de 50 milliards d'économies. Cette baisse a été voulue par les pouvoirs publics afin de faire participer le bloc local à l'effort de redressement des comptes publics. Il est apparu en effet que les transferts de l'État aux collectivités étaient les seules contributions que l'État pouvait faire varier significativement afin de limiter ses propres dépenses tout en incitant les collectivités territoriales à faire de même, sans porter préjudice au principe de libre administration des collectivités territoriales, ni au principe d'autonomie financière.

• **Auditions à la Commission d'enquête "Baisse des dotations de l'État, investissement et services publics de proximité" (Assemblée nationale).**

Auditions à venir : Gabrielle Gauthey, directrice des investissements et du développement local (Caisse des Dépôts), Marc Abadie, directeur du réseau et des territoires (Caisse des Dépôts) ; Serge Bayard, président de La Banque postale - Collectivités locales ; Jean-René Lecerf, président de la commission des finances de l'Assemblée des départements de France (ADF). @

[Compte-rendus des auditions précédentes](#) : @

Habitat - Logement

• **Renouvellement urbain, attributions dans le parc social et politiques d'équilibre entre les territoires.**

Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru) ; septembre 2015. 47 p. @

Lors de la préparation du Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), l'Anru avait confié au cabinet Cf. Géo, une étude comprenant une analyse documentaire relative au cadre historique, politique et juridique dans lequel s'inscrivaient les politiques de peuplement mises en œuvre en lien avec les projets de rénovation urbaine, et la capitalisation de certaines expériences locales. Les enseignements de cette étude constituent un appui pour les acteurs qui construisent, en fonction du contexte local, des politiques visant à renforcer la mixité sociale sur leur territoire.

• **Politique locale du logement et mixité dans l'ancienne banlieue rouge. Un autre regard sur les transformations des espaces populaires.**

Q. Ramond.

Métropolitiques, 30 septembre 2015. 8 p. @

Les anciennes communes de la banlieue rouge ne sont pas toutes en voie de gentrification. Tandis que certaines demeurent populaires, d'autres connaissent des formes d'embourgeoisement rapide qui doivent beaucoup aux politiques du logement promues par leurs maires.

Métropole

• **Etude synthétique sur les forces et les faiblesses de la future Métropole du Grand Paris.**

Métropole du Grand Paris. Mission de préfiguration.
D. Carré. Septembre 2015. @

• **Le Grand Paris, le joker de l'économie française.**

Métropole du Grand Paris. Mission de préfiguration.
L. Davezies. Septembre 2015 @

Ces deux études visent à dresser un portrait de la situation économique actuelle dans la Métropole du Grand Paris afin de répondre aux questions suivantes : en quoi la Métropole est-elle en mesure de favoriser une meilleure efficacité ? Quel peut être son apport ? Sa valeur ajoutée ? Pour elle-même mais également du point de vue des territoires « périphériques ».

• **Aix Marseille Provence 2030. Le dessein économique pour réussir la métropole.**

C. Saint-Étienne. CCI Marseille-Provence ; 2015. 104 p. @

A quelques mois de sa création, la plus grande métropole de France, Aix-Marseille-Provence doit s'inventer un avenir économique prospère, attractif et innovant. C'est autour des filières d'avenir, des grands projets structurants et de ses territoires qu'Aix-Marseille-Provence devra penser son projet. Quelle stratégie ? Quels moyens financiers ? Quelles perspectives d'investissement ? Quelle gouvernance ? Autant d'enjeux que ce document explore.

• **Métropole Aix-Marseille Provence. Un territoire hétérogène, une unité à bâtir.**

Insee PACA ; Samuel Ettouati.

Insee Analyses, n° 23 ; septembre 2015. 4 p. @

Début 2016, ce vaste territoire sera l'objet d'une fusion de six établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et rassemblera ainsi plus d'1,8 million d'habitants. Cette métropole fait face aussi à un chômage élevé, des jeunes en difficulté et de nombreuses poches de pauvreté. Plus de solidarité, plus de mixité sociale sont autant d'enjeux cruciaux pour son avenir.

Montagne

• **La montagne : un territoire exceptionnel, un patrimoine vivant.**

Feuille de route du Gouvernement pour la montagne à l'heure du défi climatique, présentée au Conseil National de la Montagne, Chamonix, 25 septembre 2015. 46 p. @

Observation – Analyse de l'espace

• **Coupes et découpages territoriaux. Quelle réalité du bassin de vie ?**

IAU - Ile-de-France ; M. Vanier ; G. Lacoste et al.
Les cahiers, n° 172, septembre 2015. 176 p.

Dans un double mouvement de globalisation et de métropolisation, notre société est devenue urbaine, mobile et connectée ; nos modes de vie s'en trouvent bouleversés et nos territoires transformés. Le besoin de proximité, voire d'ancrage, en est un corollaire. Si la question des découpages territoriaux est essentielle, ne serait-ce que d'un point de vue démocratique, elle est désormais dépendante de la coopération et de la complémentarité entre les territoires.

[Sommaire](#) : @

• **Les bassins de vie, à la croisée des découpages institutionnels et des territoires vécus.**

Mireille Bouleau ; Catherine Mangeney.

Métropolitiques ; septembre 2015. 4 p. @

L'usage croissant de la notion de « bassin de vie » marque la volonté de mieux connecter les pratiques des habitants aux découpages institutionnels et à l'organisation territoriale. Les auteures montrent, à partir du contexte francilien, l'intérêt de recourir à ce concept, non pas pour délimiter mais pour réinventer les modalités de l'action publique et aller vers plus de coopération et de « faire ensemble ».

Réforme territoriale

• Nouveaux territoires, nouvelles organisations.

Fondation Jean-Jaurès ; Nicolas Bouillant.

Notes, n° 30, septembre 2015. 5 p. @

A nouveaux territoires, nouvelles organisations. Aujourd'hui, il s'agit de construire une organisation territoriale autour de deux pôles : un pôle d'animation et de stratégie, un pôle de proximité. On peut imaginer des découpages et des organisations distincts, spécifiques, répondant à des logiques de projet et d'efficacité. A ce dessein, il faut privilégier aussi l'intelligence territoriale.

• Nouvelle carte intercommunale. Le compte à rebours a commencé.

Pablo Aiquel.

Gazette des communes, n° 2287, oct. 2015. pp. 19-24.

Au sommaire de ce dossier : les obstacles qui attendent communes et intercos ; retours d'expérience mitigés dans les communautés XXL pionnières ; le casse-tête des nouvelles compétences ; vers un affaiblissement des intercommunalités de projet.

• Les français et le nouveau paysage territorial.

Sondage TNS Sofres/IGTD ; septembre 2015. 30 p. @

Le passage de 22 à 13 régions suscite toujours beaucoup de réticences dans l'opinion publique. 59% des habitants des régions qui vont fusionner redoutent une perte d'identité locale et une moins bonne prise en compte des besoins des populations. Mais les réponses varient fortement d'une région à l'autre.

• Redécoupage territorial : quelles conséquences sur l'exploitation ?

Kevin Bertrand ; Sylvain Devarieux.

Le Film français, n° 3660, septembre 2015. pp. 34-38.

La réforme des régions suscite nombre d'interrogations au sein de l'industrie cinématographique, notamment l'exploitation, au regard de l'intervention - parfois déterminante - des collectivités en faveur des salles. Cet article procède d'un état des lieux des besoins, attentes et craintes du secteur, à quelques mois du redécoupage de l'Hexagone.

Services au public

• L'accès aux soins.

Union nationale des centres communaux d'action sociale (Uccas) ; septembre 2015. 36 p. @

Dans notre pays, de nombreuses personnes n'ont pas recours aux soins ou en sont exclues. Cette réalité, à la fois économique et sociale, est liée à l'accentuation des phénomènes de précarité mais aussi à des inégalités territoriales et des obstacles culturels ou financiers. Ce guide illustre la façon dont les CCAS contribuent à l'effectivité du droit à la santé, et cela sur l'ensemble des territoires.

• Grand Lyon, métropole servicielle. Quelles transformations pour l'action publique ?

Métropole de Lyon – Millénaire 3. Septembre 2015. 122 p. @

La notion de « ville servicielle » monte en puissance dans le champ du développement urbain. Marquée par les transformations issues de la culture numérique, elle renouvelle en effet la manière dont le service est conçu, produit et consommé. Focus sur la Métropole de Lyon, structure institutionnelle inédite, fruit du rapprochement entre deux manières de servir son territoire, deux cultures de politiques publiques, celles de la communauté urbaine et du conseil général.

Transport - Mobilité

• Vive l'automobilisme !

Fondapol ; J-P. Orfeuill ; M. Flonneau. Octobre 2015. 42 p.

Tous les moyens de déplacements ne sont pas adaptés aux différents territoires de la République. La route est certes une infrastructure, mais elle est surtout un réseau social au service de la mobilité de la très grande majorité des citoyens et de la plupart des échanges économiques. Elle a toujours su s'adapter à des enjeux très divers, elle pourra le faire encore demain, pour peu qu'on élabore une pédagogie renouvelée de la transition écologique appliquée à la mobilité.

Tome 1 : "Les conditions d'une mobilité conviviale". @

Tome 2 : "Pourquoi il faut défendre la route". @

• L'émergence des politiques de transports urbains durables : le changement en question dans les villes européennes.

D. Chabanet ; S. Coissard ; A. Lacheret.

Revue d'économie régionale & urbaine, 3^{ème} trimestre 2015. pp. 481-499.

Depuis les années 1990, les villes manifestent un intérêt croissant pour la question du développement durable, notamment dans le domaine des transports. Cependant, les efforts restent très inégaux et sont surtout le fait de villes de taille moyenne. Le rôle des élus, leur capacité à trouver un point d'équilibre entre un projet écologique et des intérêts économiques, mais aussi l'influence de la société civile sont autant de facteurs déterminants.

Urbain – Sociologie urbaine

• Le social n'est pas encore soluble dans l'urbain.

Nathalie Levray.

La Gazette Santé-Social, n° 121, sept. 2015. pp 32-34.

L'intégration d'un volet social dans les documents d'urbanisme est une nécessité pour éviter que ceux-ci soient déconnectés des besoins des habitants et notamment des plus fragilisés. Les acteurs sociaux disposent d'une expertise et d'outils pour faire entendre leur voix, mais ils sont encore trop souvent en retrait, cantonnés dans leur seul secteur d'intervention.

Union européenne

• Un peu plus de 40% de la population de l'UE vit en ville.

Eurostat. Communiqué de presse, n° 172, 5 oct. 2015. 3 p. @

En 2014, sur 100 personnes résidant dans l'UE, 40 vivaient dans des zones à forte densité de population, 28 dans des zones à faible densité de population et 32 dans des zones intermédiaires (villes moins peuplées et banlieues). Les différences sont importantes entre les États membres, certains d'entre eux ayant une population principalement urbaine et d'autres une population surtout rurale.

Actualité législative et parlementaire

• Arrêté du 23 septembre 2015 pris en application du décret n° 2015-734 du 24 juin 2015 portant création d'un dispositif d'aide aux communes participant à l'effort de construction de logements.

• Décret n° 2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre fixant le siège et désignant le comptable public de la métropole du Grand Paris.

• Décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable.

• Arrêté du 2 octobre 2015 relatif aux missions et à l'organisation du Conseil général de l'environnement et du développement durable pris pour l'application du décret n° 2015-1229 du 2 octobre. 2015

• Circulaire n° 5812 du 29 septembre 2015 relative à la réforme territoriale de l'État - Secrétariats généraux pour les affaires régionales.

• Circulaire n° 5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations : déclinaison de la charte des engagements réciproques et soutien public aux associations.

PLF 2016 :

- Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.
- Ministère de la ville de la jeunesse et des sports.

Outils

• Open data : le nouveau portail de la DGCL est en ligne.

La DGCL a mis en ligne les montants des concours financiers de l'Etat et des différents dispositifs de péréquation.

• Impact de la loi NOTRe sur les futurs EPCI.

Edater a réalisé une projection de l'impact de la loi NOTRe sur les intercos. La simulation en ligne permet de tester des scénarios de fusion.